

DISCOURS NATIONALISTES SUR L'ART AU XIXE SIÈCLE

L'archéologie comme enjeu de fabrication identitaire

Gabrielle ABBE

Mathieu JESTIN

RÉSUMÉ

Affaire d'amateurs éclairés jusqu'au XVIII^e siècle, l'étude des « ruines » s'institutionnalise au XIX^e siècle dans le sillage des impérialismes européens et des constructions nationales. La science archéologique devient rapidement un facteur de revendications identitaires, qu'elles soient impériales, nationales et désormais internationales. Mais si le résultat des fouilles archéologiques fixe les identités, il peut également les opposer.



Wilhelm Dörpfled (à gauche) et Heinrich Schliemann (en haut à droite) devant la porte des Lions de Mycènes en 1885, Institut allemand d'archéologie à Athènes, Neg.Nr. DAI-Athen-Mykene 63.

Dès son émergence à l'aube du xix^e siècle, l'archéologie (prise à la fois comme objet d'étude et discipline, dans ses discours comme dans ses découvertes) est instrumentalisée par les États et nations qui se forment alors : elle leur permet de s'ancrer dans un territoire et légitime leurs prétentions en leur apportant une profondeur historique. Dès lors, l'archéologie affirme les identités, les consolide mais aussi les oppose. Loin de se limiter au siècle des révolutions, son histoire se poursuit également au xx^e siècle et s'inscrit en plein dans l'actualité du xxi^e siècle.

L'archéologie au cœur de la fabrique des identités impériales

Au cours du xix^e siècle, les fouilles, l'exposition des découvertes et leurs interprétations contribuent à l'affirmation, au rayonnement et à la concurrence des puissances européennes. Elles s'appuient d'abord sur les initiatives individuelles de voyageurs, d'érudits ou de diplomates, tous archéologues amateurs, antiquaires ou collectionneurs qui font don de leurs découvertes. C'est le cas du legs de Paul-Émile Botta, consul de France à Mossoul, qui permet la constitution du premier fonds assyrien au Louvre à la suite des fouilles menées à Khorsabad (dans le nord de l'Irak actuel) en 1843-1845. Les entités nationales tirent également profit de l'affirmation de l'archéologie comme science à part entière pour créer des écoles et instituts dans les espaces d'expansion impérialiste et coloniale, notamment en Méditerranée. Le rattachement de la plupart de ces établissements aux ministères des Affaires étrangères de chaque État met en exergue le dessein politique de leur fondation. Ainsi, en Égypte, est créé en 1858 un Service des antiquités égyptiennes qui gère aussi bien les fouilles que l'exposition des résultats. Malgré la domination politique anglaise, il reste sous direction française jusqu'en 1952. S'y adjoignent diverses institutions nationales : la Mission française permanente du Caire (1880), qui devient l'IFAO (Institut français d'archéologie orientale, 1898), et l'Institut allemand d'archéologie du Caire (1907) ; quant à l'Italie, elle effectue une tentative infructueuse d'implantation en 1910. L'archéologie devient alors l'un des fers de lance de l'impérialisme culturel.

Les concessions archéologiques obtenues par les puissances, pour la plupart toujours en vigueur, témoignent des âpres négociations entre les différents protagonistes impériaux pour des questions de prestige : en Grèce par exemple, les Français travaillent à Délos, Delphes, Argos, les Allemands à Olympie, Thèbes et Samos, les Américains à Argos et Corinthe, les Anglais à Sparte et Mégalopolis, les Italiens en Crète et les Autrichiens à Samothrace. Les archéologues en charge de ces sites sont dès lors considérés comme de véritables héros de leur nation à l'étranger, comme l'Allemand Heinrich Schliemann, l'Anglais Arthur John Evans ou encore les frères Reinach par exemple. Cette dimension culturelle de l'impérialisme européen peut également se conjuguer avec d'autres objectifs, notamment économiques, comme l'illustre le chemin de fer Berlin-Bagdad, ou Bagdadbahn, allemand dans l'Empire ottoman (voie ferrée de 1 600 km construite entre 1903-1940). Quant aux produits des fouilles, ils sont mis en scène. Exposés sur place, ils participent à la constitution de référentiels identitaires communs, comme c'est le cas à la Pinacothèque de Brera à Milan, riche du patrimoine culturel de l'« Italie du Nord ». D'autres sont exportés hors des territoires d'origine, tels ceux envoyés comme trésors de guerre par Bonaparte au Directoire depuis l'Italie ou l'Égypte, ou encore la frise du Parthénon qui, désormais au British Museum, est à l'origine de la – toujours actuelle – guerre des musées. Ces phénomènes s'expliquent aussi par l'absence, les lacunes ou le retard des législations sanctionnant la sortie du patrimoine hors des frontières impériales ou nationales.

L'archéologie au cœur de la fabrique des identités nationales

Ainsi, l'interprétation des fouilles archéologiques faite par les puissances européennes participe au niveau local à l'invention de territoires régionaux et nationaux, qui trouve un écho avec l'émergence des questions nationales en Europe à partir de la fin du xviii^e siècle. L'archéologie est en effet intimement liée à la (re)découverte, par des élites, d'un passé commun d'abord choisi puis glorifié, mythifié et parfois même créé *ex nihilo*. Les traces du passé, visibles ou enfouies, deviennent des instruments de légitimité tant de la nation que de l'État. C'est le cas par exemple de Pompéi dans l'Italie du Risorgimento.

Ces vestiges sont dès lors l'objet de (sur-)interprétations, de débats et de contestations : ils tracent des frontières tant physiques que mentales, séparant les hommes et les espaces. C'est le cas des édifices religieux passés au fil des conquêtes de temples à églises, d'églises à mosquées, ou réciproquement, dans les Balkans notamment. Ils peuvent être aussi l'objet de mythes et de fantasmes que la nation doit, en fonction des besoins politiques, construire, réaffirmer, plus rarement déconstruire. L'archéologie est alors elle-même nationalisée. Des traces du passé qui pouvaient appartenir dans les situations multiethniques à un imaginaire commun, malgré des interprétations variées, deviennent des éléments univoques d'affirmation nationaliste. Ainsi, pour les Serbes, des réécritures successives de la bataille de Kosovo Polje (1389) ou de sa réimplantation récente à Višegrad (à l'est de la Bosnie).

L'archéologie au cœur des débats identitaires contemporains

L'histoire du temps présent archéologique est marquée par trois enjeux identitaires majeurs. Le premier concerne le retour des résultats des fouilles dans leur espace d'origine. Cette question est l'objet d'âpres négociations qui traînent généralement en longueur, à l'exemple de celles menées au sujet du buste de Néfertiti conservé au Neues Museum de Berlin, les États incriminés craignant la généralisation du phénomène. Le deuxième enjeu, mélange de revendication historique et de manne économique-touristique, consiste en la préservation *in situ* des vestiges de l'histoire dite nationale. On peut citer le centre historique de Midgard à Borre en Norvège, ouvert en 2000 autour d'une nécropole viking, à la croisée du site archéologique et de l'écomusée. Enfin, au-delà des enjeux purement nationaux, les recherches archéologiques ont contribué à l'affirmation d'identités collectives, supranationales, que la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (1969, révisée en 1992) et l'appellation « patrimoine mondial de l'humanité » décernée par l'UNESCO sont censées préserver.

Dès lors, ces traces matérielles, symboles d'un passé national ou civilisationnel, peuvent devenir des cibles victimes de dégradations et de pillages volontaires, à l'exemple du site de Palmyre (en Syrie actuelle) dont la destruction en mai 2015 puis à nouveau à partir de décembre 2016 par les soldats de l'État islamique a suscité de vives émotions dans l'ensemble de la communauté internationale, informée notamment par les images prises par les drones de l'armée russe. Ces destructions participent en creux aux mêmes revendications que celles qui président à la préservation et à la mise en valeur du passé archéologique : par le rejet et l'annihilation d'une identité, la fabrication d'une autre.

BIBLIOGRAPHIE

ABBE, Gabrielle, JESTIN, Mathieu (dir.), *L'archéologie à l'aune des relations internationales*, *Bulletin de l'institut Pierre Renouvin*, n° 46, automne 2017.

DÍAZ-ANDREU, Margarita, CHAMPION (T.C.), (eds), *Nationalism and Archaeology in Europe*, Londres, University College London Press, 1996.

DÍAZ-ANDREU, Margarita, *A World History of Nineteenth-Century Archaeology : Nationalism, Colonialism, and the Past*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

KOHL, Philip L., KOZELSKY, Mara, BEN-YEHUDA, Nachman, *Selective Remembrances : Archaeology in the Construction, Commemoration, and Consecration of National Past*, Chicago, Londres, University of Chicago Press, 2007.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/les-arts-en-europe/discours-nationalistes-sur-l-art-au-xixe-siecle/l-archeol>

ogie-comme-enjeu-de-fabrication-identitaire